

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 16 (2025)

Faits saillants

- ❖ Région : Xi Jinping en tournée diplomatique au Vietnam, en Malaisie et au Cambodge
- ❖ Singapour : élections générales prévues le 3 mai 2025
- ❖ Malaisie : Huawei et ZTE partenaires d'U Mobile pour le déploiement du second réseau 5G

LE CHIFFRE À RETENIR

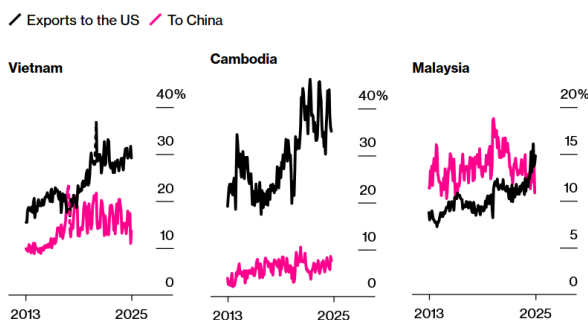
31

Nombre d'accords de coopération signés lors de la visite de Xi Jinping à Kuala Lumpur cette semaine

Région

Xi Jinping en tournée diplomatique pour renforcer les liens face aux menaces tarifaires américaines

Le président chinois Xi Jinping a entamé cette semaine une tournée en Asie du Sud-Est, avec des étapes au Vietnam, en Malaisie et au Cambodge, dans un contexte marqué par la montée en tension du conflit commercial entre



la Chine et les États-Unis. Cette visite intervient peu après l'annonce par Washington d'un sursis de 90 jours sur les nouvelles hausses tarifaires – sursis qui exclut toutefois Pékin – et vise à présenter la Chine comme un partenaire stable et favorable à l'ouverture commerciale. Alors que les exportations chinoises transitent de plus en plus par l'Asie du Sud-Est, notamment pour contourner les droits de douane américains, ces pays se retrouvent sous pression : Washington exige qu'ils limitent leur rôle dans le transit des produits chinois, sous peine de subir à leur tour des hausses tarifaires (jusqu'à 49 % pour le Cambodge, 46 % pour le Vietnam, 24 % pour la Malaisie). Face à ce dilemme, Pékin mise sur des promesses d'investissements, d'ouverture commerciale et de coopération technologique (5G, IA, infrastructures) pour consolider ses alliances régionales et contrer la stratégie d'isolement promue par l'administration Trump.

Une feuille de route pour améliorer la gouvernance des startups

Le 16 avril, cinq principales associations de capital-risque d'Asie du Sud-Est – dont la Singapore Venture and Private Capital Association (SVCA), l'Amvesindo (Indonésie), la TVCA (Thaïlande), la VPCA (Vietnam) et la MVCA (Malaisie) – ont publié un guide commun intitulé « Maturation Map » visant à renforcer la gouvernance des startups dans la région. Le document propose un cadre en cinq piliers (diligence continue, usage des technologies, qualité des partenaires, normes de gouvernance, logique de sanction) afin de structurer l'écosystème, prévenir les défaillances et préparer les entreprises à des sorties réussies (IPO, acquisitions). L'initiative fait suite à plusieurs scandales récents, dont celui d'eFishery – licorne indonésienne de l'aquaculture, confrontée en 2024 à des accusations de manipulation financière –, et marque une volonté commune d'aligner les standards de gouvernance dans un écosystème encore fragmenté.

Indonésie

Face aux droits de douane américains, l'Indonésie mise sur la diplomatie

Face à la menace de nouveaux droits de douane américains (32 %, gelés pour 90 jours), l'Indonésie a choisi la voie diplomatique. Une délégation emmenée par le ministre coordinateur pour les Affaires économiques, Airlangga Hartarto, est attendue à Washington cette semaine, avec une rencontre prévue à la Maison Blanche le 17 avril. Jakarta propose un paquet de concessions comprenant jusqu'à 19 Md USD d'importations américaines annuelles (notamment en GNL, soja, blé), une baisse des droits sur des produits stratégiques (acier, équipements médicaux, électronique), la levée de quotas sur les biens essentiels et un assouplissement des règles de contenu local. Si cette stratégie est saluée pour son pragmatisme, elle suscite des inquiétudes parmi les industriels et syndicats locaux, qui redoutent un afflux de produits étrangers et demandent des mesures de soutien aux secteurs vulnérables, déjà affectés par la situation économique nationale.

Légère baisse de la dette extérieure en février

En février 2025, la dette extérieure de l'Indonésie a légèrement reculé à 427,2 Md USD, contre 427,9 Md USD en janvier, soit + 4,7 % en g.a (contre +5,3 % en janvier). Ce repli s'explique par une baisse de l'endettement public (204,7 Md USD) liée à une réallocation des portefeuilles d'investisseurs non résidents, sur fond d'incertitude persistante sur les marchés financiers, ainsi qu'un recul plus marqué de la dette extérieure privée (-1,6 % en g.a). Cette dernière, s'élevant à 194,8 Md USD, reste concentrée dans les secteurs manufacturier, financier, énergétique et minier. La structure de la dette demeure saine, avec une part prépondérante d'échéances de long terme (près de 85 %) et un ratio dette/PIB en légère baisse à 30,2 % (30,3 % en janvier).

Les réserves de change à 157,1 Md USD en mars

Au 31 mars 2025, les réserves de change officielles de l'Indonésie ont atteint 157,1 Md USD, contre 154,5 Md USD fin février. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des recettes fiscales et de services, ainsi que par le recours à l'endettement extérieur du gouvernement, notamment via l'émission d'obligations souveraines en dollars. Cela intervient malgré les interventions de la banque centrale visant à stabiliser la roupie dans un contexte d'incertitude persistante sur les marchés financiers mondiaux. Les réserves de change du pays représentent 6,7 mois d'importations, au-dessus du seuil de référence international de trois mois.

Consommation et hôtellerie sous pression

En mars 2025, la confiance des consommateurs indonésiens a poursuivi sa dégradation, l'indice reculant à 121,1 points, son plus bas niveau depuis octobre, sur fond de perspectives d'emploi peu optimistes, de hausse du coût de la vie et de consommation en berne, en particulier au sein des classes moyennes urbaines. Cette morosité se reflète également dans le secteur hôtelier, où plus de 30 % des établissements ont enregistré des pertes de revenus supérieures à 40 % en janvier, selon une enquête du secteur. La politique d'austérité budgétaire engagée par le gouvernement — avec la réduction des dépenses publiques liées aux déplacements, réunions et événements — a particulièrement affecté les hôtels de Jakarta et Bali, déjà fragilisés par une demande intérieure atone et la montée des incertitudes économiques.

Malaisie

Visite du Président chinois en Malaisie

Le Président Xi Jinping s'est rendu en Malaisie du 15 au 17 avril pour une visite d'Etat, son dernier déplacement dans le pays datant de 2013. Trente et un protocoles d'accords et lettres d'intention ont été signés à cette occasion, notamment pour renforcer la coopération dans les domaines des transports ferroviaires, de l'économie numérique, de l'intelligence artificielle, des matériaux innovants (projet de laboratoire commun) et de la géolocalisation par satellite. La Chine (y inclus Hong Kong) est le premier partenaire commercial de la Malaisie avec une contribution de 18,3 % dans les exportations malaisiennes et de 22,8 % dans les importations en 2024, les produits électriques et électroniques constituant une grande part des échanges bilatéraux (36 % des exportations et 40 % des importations). La Chine est le premier investisseur direct étranger en Malaisie en flux nets (4 Md USD soit 39,0 % du total) et le deuxième en stock (37 Md USD soit 17,2 % du total).

Révision à la baisse par Moody's des prévisions de croissance pour 2025 à 4,7 % contre 5,0 % en mars

L'agence de notation Moody's a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la Malaisie à 4,7 % pour 2025, contre 5,0 % annoncés le 12 mars, en raison de l'incertitude croissante qui pèse sur le commerce mondial liée à l'évolution de la politique douanière des Etats-Unis.

Huawei et ZTE partenaires d'U Mobile pour le déploiement du second réseau 5G

L'opérateur de téléphonie U Mobile a annoncé le 15 avril avoir sélectionné les sociétés chinoises Huawei et ZTE comme partenaires technologiques pour le développement du second réseau d'infrastructure 5G. Les contrats ont été signés en présence de Li Lecheng, Secrétaire du Parti du ministère de l'industrie et des technologies de l'information de la République Populaire de Chine. Selon l'opérateur malaisien, seules ces deux entreprises avaient répondu à son appel d'offres. Troisième opérateur malaisien, U Mobile a obtenu le 1^{er} novembre 2024 l'attribution de la construction et de la gestion du second réseau 5G.

Singapour

Première réunion de la task force créée pour faire face aux répercussions des tarifs américains

Face aux nouvelles hausses tarifaires annoncées par les États-Unis, le vice-Premier ministre et ministre du Commerce et de l'Industrie Gan Kim Yong a présenté, le 16 avril, les détails de la nouvelle Economic Resilience Taskforce, à l'issue de sa première réunion. Cette task force a pour mandat d'évaluer l'impact des mesures, de soutenir les entreprises locales – notamment les PME – et de préparer une réponse stratégique de long terme. Elle s'articule autour de trois axes : (i) la compréhension partagée des enjeux (sense-making) pour éclairer les décisions publiques et informer les entreprises ; (ii) la mobilisation de mesures de soutien, notamment issues du Budget 2025, avec un ciblage spécifique sur les secteurs les plus exposés (manufacturier, logistique, semi-conducteurs, pharmacie) ; et enfin, (iii) l'élaboration de stratégies structurelles pour repositionner l'économie singapourienne dans un environnement commercial moins prévisible. À plus long terme, les autorités entendent favoriser la diversification des chaînes d'approvisionnement, l'accès à de nouveaux marchés et le renforcement de l'attractivité du hub singapourien.

Élections générales fixées au 3 mai : premier test pour Lawrence Wong

Le Premier ministre singapourien Lawrence Wong a annoncé la tenue des élections générales le 3 mai 2025, marquant son premier test électoral depuis sa prise de fonctions en 2024. Environ 2,75 millions de citoyens singapouriens sont appelés aux urnes, le vote étant obligatoire dans la cité-État. La campagne, d'une durée de neuf jours, devrait être dominée par les enjeux du pouvoir d'achat, de l'emploi, du logement et du vieillissement démographique. Le scrutin porte sur 97 sièges parlementaires, contre 93 lors du précédent scrutin de 2020, qui avait vu le People's Action Party (PAP) conserver sa majorité avec 83 sièges, malgré une progression historique de l'opposition avec 10 sièges pour le Workers' Party. Le système électoral repose en partie sur les Group Representative Constituencies (GRC), destinés à garantir une représentation multiethnique, mais critiqués pour leur complexité et leur effet dissuasif sur les candidatures d'opposition. L'élection est considérée comme un moment clé pour mesurer l'adhésion de la population à la nouvelle direction politique du pays, dans un contexte marqué par des incertitudes économiques et géopolitiques croissantes.

Ralentissement de la croissance des exportations

Les exportations nationales hors pétrole (NODX) de Singapour ont progressé de 5,4 % en mars 2025, contre 7,6 % en février, selon les données publiées le 17 avril par Enterprise Singapore. La croissance a été portée par les secteurs électronique (+11,9 % en g.a.) – notamment les ordinateurs, supports numériques et circuits intégrés – et non électronique (+3,8 %), avec une forte hausse des exportations de produits pharmaceutiques (+24,9 %), d'or non monétaire (+64,7 %) et de structures navales. Les ré-exportations hors pétrole (NORX) ont également augmenté (+5,5 %), tirées par les flux vers les États-Unis, Taïwan et Hong Kong. EnterpriseSG a toutefois indiqué suivre de près les tensions commerciales mondiales, et envisage une révision des prévisions de croissance en 2025 dans un contexte de volatilité liée aux nouveaux tarifs douaniers imposés par les États-Unis. Un ralentissement plus marqué de la demande extérieure, notamment en provenance de la Chine, pourrait peser sur l'activité économique de la région.

Vietnam

Point sur les négociations avec Trump

Selon les informations recueillies par Reuters, l'administration vietnamienne serait prête à intensifier sa coopération avec les États-Unis afin de lutter contre les transbordements de produits chinois transitant vers le Vietnam (une campagne serait en cours), et de mieux contrôler les exportations de produits de hautes technologies. Alors que le secrétaire général du PCV, To Lam, a proposé d'abaisser les droits de douanes à 0% pour le commerce de biens entre les deux pays, selon Reuters, Hanoi se satisferait d'un taux ramené à entre 22 et 28% (c'est-à-dire, comparable à celui de ses principaux concurrents au sein de l'ASEAN) – au lieu des 46%. Alors que le vice-Premier ministre Ho Duc Phoc s'est rendu aux États-Unis du 6 au 14 avril, le 13 avril, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Nguyen Hong Dien, a été nommé à la tête d'une délégation chargée de négocier un accord avec Washington.

Xi Jinping enjoint – sans succès – le Vietnam à résister à « l'intimidation » de Trump

Alors que la Chine (145%, en vigueur) et le Vietnam (46%, en suspens) font partie des principales cibles de l'offensive douanière de Donald Trump, Xi Jinping a cherché à obtenir le soutien de Hanoi dans sa résistance à l'occasion de sa visite à Hanoi, les 14 et 15 avril 2025. Dans une tribune publiée le 14 avril dans Nhan Dan, le quotidien vietnamien officiel de référence, Xi a enjoint Hanoi et Pékin à « résolument préserver le système commercial multilatéral, la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales, et un environnement international ouvert et coopératif ». Selon la presse chinoise, il aurait appelé Hanoi à « résister conjointement à l'intimidation et à l'unilatéralisme » lors de son entretien bilatéral avec son homologue vietnamien. Cet appel intervient toutefois alors que le Vietnam cherche activement à négocier un accord avec Washington. Dans ce contexte, ni la déclaration conjointe, ni les éléments de langage rendus publics par Hanoi ne font référence à l'appel de Xi à une résistance conjointe. Cela n'a pas empêché Trump d'affirmer, dès le premier jour de la visite, que celle-ci avait été l'occasion pour la Chine et le Vietnam de discuter de la meilleure façon « d'entuber (screw) les États-Unis » (sic).

Révision à la baisse des prévisions de UOB

L'UOB vient de baisser ses prévisions de croissance du PIB du Vietnam pour 2025 à 6 %, contre 7 % prévu en janvier 2025, en raison des droits de douanes « réciproques » annoncés par le président américain. Bien que la mise en place de ces droits ait été reportée de 90 jours, selon les premières estimations de l'UOB, en 2025, les exportations vietnamiennes vers son premier client commercial (119,5 Md USD en 2024) pourraient enregistrer une réduction de 20 % par rapport à 2024, entraînant une baisse de 6 % du volume total des échanges commerciaux du pays avec le reste du monde. Dans le contexte où les exportations représentent 90 % du PIB, cette baisse pourra impacter l'objectif de croissance de 8 % fixé par le Gouvernement. L'UOB est la première à abaisser ses prévisions de croissance pour le Vietnam à la suite de l'annonce sur les droits de douanes de Trump. Pour rappel, début 2025, d'autres banques comme la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque mondiale avaient maintenu ou révisé à la hausse leurs prévisions.

	UOB	BAD	BM
Nouvelle prévision	6%	6,6%	6,8%
Prévision initiale	7%	6,6%	6,5%

Le COMAC chinois prochainement certifié

En marge de la visite de Xi Jinping à Hanoi (14-15 avril), le Vietnam a accéléré les procédures visant à certifier le monocouloir chinois C909. À l'initiative du ministère de la Construction (en charge également des transports), le ministère de la Justice vietnamien a en effet finalisé la révision expresse de certains décrets et circulaires afin de reconnaître l'autorité de certification chinoise (mais également les autorités russe, canadienne, brésilienne et britannique) comme équivalente aux autorités américaine et européenne, respectivement. En parallèle, il a été demandé à l'Autorité de l'aviation civile vietnamienne (CAAV) de travailler directement avec COMAC afin de certifier le C909 (ARJ21). Le premier acquéreur de COMAC devrait être VietJet, low cost privée et première compagnie aérienne du pays, qui opérera deux appareils pour desservir l'île de Con Dao, au sud du pays. En décembre 2024, VietJet avait informé la CAAV de son projet d'acquérir deux C909 en wet lease depuis Chengdu Airlines. Le 14 avril, un appareil a d'ailleurs été aperçu en stationnement à l'aéroport international de Noi Bai (Hanoi).

Thaïlande

Une visite officielle d'une délégation thaïlandaise aux Etats-Unis est prévue du 17 au 21 avril

La Thaïlande discutera des droits de douane avec les États-Unis le 21 avril. Les ministres des Finances et du Commerce se déplaceront aux États-Unis pour rencontrer des représentants de l'administration Trump et négocier pour obtenir un allègement des droits de douane élevés prévus, a déclaré un porte-parole du gouvernement le 14 avril. Le ministre des Finances Pichai Chunhavajira se rendra aux États-Unis jeudi 17 avril pour des réunions préparatoires avec le secteur privé. La position de négociation de la Thaïlande sera fondée sur une

stratégie approuvée par un groupe de travail dirigé par la Première ministre (PM) Paetongtarn. Les États-Unis ont en effet signalé leur intention d'inclure la Thaïlande dans la liste des 14 premiers pays priorités pour les négociations qui auront lieu dans les prochains mois sur les droits de douanes réciproques.

La BoT et le ministère des Finances préparent une réponse coordonnée aux mesures de Trump

Le 16 avril 2025, le ministre thaïlandais des Finances, Pichai Chunhavajira, et le gouverneur de la Banque de Thaïlande (BoT), Sethaput Suthiwartnarueput, ont discuté des effets potentiels de la politique commerciale de Donald Trump. La réunion visait à renforcer la coordination entre les deux institutions afin de répondre efficacement à d'éventuelles perturbations sur les marchés financiers, obligataires et monétaires. Les deux responsables anticipent un ralentissement des commandes à l'export pouvant affecter la liquidité des entreprises, en particulier dans les secteurs tournés vers les États-Unis ou dépendants de chaînes mondiales. Pichai a confirmé que les réserves financières du pays sont suffisantes et que la politique monétaire sera abordée lors de la prochaine réunion du Comité de politique monétaire (MPC – Monetary Policy Committee). Le ministre thaïlandais des Finances exclut tout recours aux réserves de change du pays pour contrer les effets économiques potentiels des politiques du président américain. M. Pichai a également rappelé que les politiques publiques sont mises en œuvre via le cadre budgétaire, notamment par le biais d'ajustements du déficit public. Concernant le taux de change du baht, il a confirmé qu'il n'y aurait pas d'intervention sur le marché, celui-ci étant appelé à fluctuer selon les décisions du MPC. Enfin, la proposition de réunion de l'ASEAN Advisory Council en Thaïlande n'a pas été évoquée avec la partie américaine, le gouvernement privilégiant une approche bilatérale centrée sur les intérêts nationaux.

Le gouverneur de la BOT et le ministre du Commerce réagissent à la faiblesse de l'inflation

Dans une lettre ouverte au ministre du Commerce datée du 1^{er} avril et rendue publique le 11 avril, le gouverneur de la Banque de Thaïlande (BoT) a proposé des raisons expliquant pourquoi l'inflation est restée inférieure à la cible officielle (1-3 %). L'inflation moyenne sur les 12 derniers mois (février 2024 à janvier 2025) s'élevait à 0,6 %, en raison de la baisse des prix de l'énergie et des denrées périssables, combinée à des subventions publiques (carburant, électricité, fiscalité). Hors mesures de soutien à l'économie, l'inflation aurait selon lui atteint 1,1 %. Malgré la faiblesse de l'inflation, la BoT estime que la stabilité des prix est maintenue, sans risque de déflation. La consommation privée a progressé de 4,4 % en 2024, et la faiblesse de l'inflation aurait allégé le coût de la vie. La BoT surveille toutefois les risques liés aux prix de l'énergie, et à la concurrence chinoise sur certains secteurs. Ces remarques interviennent après que l'inflation en mars ait ralenti à 0,84%, selon le ministère du Commerce. Le ministère du Commerce a déclaré le 14 avril que le taux d'inflation thaïlandais du mois de mars, plus bas que prévu, était principalement dû à la baisse des prix de l'énergie et aux politiques gouvernementales visant à atténuer les pressions liées au coût de la vie, et qu'il ne reflétait pas un ralentissement de l'activité économique. Il a également déclaré qu'un ralentissement de l'économie mondiale provoqué par les droits de douane américains aurait un impact sur les prix.

Ferroviaire : une délégation de DRT en visite d'étude en Chine (Chongqing)

Le Département thaïlandais des transports ferroviaires (DRT) souhaite renforcer le développement du projet Singapour-Kunming Rail Link (SKRL). Une délégation, menée par le directeur du DRT, Pichet Kunadhamraks, s'est rendue à Chongqing (Chine) pour étudier les systèmes logistiques multimodaux de la Nouvelle route terre-mer dans le cadre de l'initiative Chine-Singapour. La délégation a visité des infrastructures clés, dont la gare de Tuanjiecun et un centre d'exposition sur la logistique internationale. Depuis l'ouverture de la ligne Laos-Chine en 2021, le volume de fret ferroviaire entre la Thaïlande et la Chine a fortement progressé, passant de 2 288 tonnes en 2021 à 63 676 tonnes en 2024, soit une croissance de +37,56 % entre 2023 et 2024. Le rail permet désormais de relier la Thaïlande à Chongqing en 4 jours, contre plus de deux semaines par voie maritime.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr